



# PRÉFÈTE DU RHÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Préfecture  
Direction de la sécurité et de la protection civile  
Bureau des polices administratives

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°2026-03-06-003 portant mise en demeure dans le cadre de l'article 38 de la loi modifiée n°2007-290**

***LA PRÉFÈTE DU RHÔNE  
Commandeur de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite***

*VU* la loi modifiée n°2007-290 du 5 mars 2007 modifiée instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, notamment son article 38, ;

*VU* le décret en Conseil des Ministres du 11 janvier 2023 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO, préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfète du Rhône (hors classe) ;

*VU* le décret du 6 novembre 2024 portant nomination du préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès de la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfète du Rhône – M. Antoine GUERIN ;

*VU* l'arrêté préfectoral n° 69-2026-01-08-00005 du 8 janvier 2026 portant délégation de signature à M Antoine GUERIN, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès de préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfète du Rhône ;

*VU* les courriels du 21, du 25, du 27 février et du 6 mars 2026 du commissaire de justice agissant pour le compte de la société SCI JEMBRUXALOR ;

*VU* le courriel du 11 février 2026 du Pôle hébergement d'urgence et inclusion sociale ;

*VU* les plaintes du 26 novembre et du 29 décembre 2025 auprès de la Gendarmerie Nationale, Compagnie de Tournon-sur-Rhône, COB Satillieu ;

**CONSIDÉRANT** que par rapport du 4, du 8, du 15 et du 20 décembre 2025, accompagné de photographies, rédigé par le commissaire de justice, mandaté pour un logement situé au 70 rue des Charmettes, 1er étage, local gauche à Villeurbanne, il est constaté la présence d'un couple Madame BENAMAR Kawther et Monsieur FAQIRH Ahmed qui ont déclaré occuper les lieux depuis environ un an, avoir procédé à la pose du verrou fermant la porte et qu'ils n'avaient pas d'autre lieu pour se loger ; il est également constaté la présence de traces de forçage sur la porte, que les dégradations commises ont permis l'introduction dans les lieux de personnes; que ces éléments concluent à l'introduction illicite dans le logement par manœuvres, menaces, voies de fait ou de contrainte caractérisées ;

**CONSIDÉRANT** que par le même rapport suite à un signalement du propriétaire d'un risque d'affaissement des planchers de l'immeuble, il a été constaté la présence d'étais dans les caves ;

**CONSIDÉRANT** que les occupants peuvent contacter le 115, qui pourrait leur proposer une mise à l'abri après évaluation de leur situation, de leurs vulnérabilités et de leurs besoins spécifiques ;

**CONSIDÉRANT** qu'aucun empêchement à l'évacuation lié à la situation personnelle et familiale des occupants illicites, ni aucun motif impérieux d'ordre public susceptible de faire obstacle à l'exécution de la mesure d'évacuation, n'a été relevé par le commissaire de justice mandaté; qu'au surplus les occupants sans droit ni titre ne sont ni handicapés, ni en situation de détresse ;

**CONSIDÉRANT** que les éléments produits par la société SCI JEMBRUXALOR attestent que le bien occupé au 70 rue des Charmettes, 1er étage, local gauche à Villeurbanne est un local à usage d'habitation et qu'il lui appartient ;

**CONSIDÉRANT** que le sursis aux mesures d'expulsion instauré par l'article L.412-6 du Code des procédures civiles d'exécution, également appelé « trêve hivernale », n'est pas applicable en l'espèce ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions fixées par l'article 38 de la loi n°2007-290 du 5 mars 2007 modifiée sont réunies ;

### MET EN DEMEURE

**Article 1** - Les occupants sans droit ni titre du logement, propriété de la société SCI JEMBRUXALOR situé au 70 rue des Charmettes, 1er étage, local gauche à Villeurbanne sont mis en demeure de quitter les lieux dans un délai de 7 jours à compter de la notification de la présente décision.

À l'expiration de ce délai, il sera procédé à l'évacuation forcée des occupants sans droit ni titre du logement.

**Article 2** - La présente décision sera adressée à l'occupant et au demandeur. Elle sera publiée sous forme d'affichage en mairie et sur les lieux occupés.

**Article 3** - Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions du Code de justice administrative, notamment via l'application Télérecours.

**Article 4** - Le préfet délégué pour la défense et la sécurité et le directeur interdépartemental de la police nationale dans le département du Rhône sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Lyon le 6 mars 2026

La préfète,  
Le préfet délégué  
pour la défense et la sécurité

Antoine GUÉRIN

Voies et délais de recours :

Si vous entendez contester le présent arrêté, vous pouvez utiliser les voies de recours suivantes :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé auprès de mes services dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Monsieur le ministre l'intérieur, Direction des libertés publiques et des affaires juridiques, Cabinet, Bureau des polices administratives. En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.-Un recours contentieux : auprès du tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté notamment via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).